

BORDJ-BOU-ARRÉRIDJ

# Le secteur de la santé au bout du rouleau

**Les trois hôpitaux et les quarante-six polycliniques implantés à travers la wilaya de Bordj-Bou-Arréridj, qui compte 34 communes et une population de près de 720 000 habitants, ne répondent plus aux besoins de la population en matière de soins.**

La population, majoritairement pauvre et à faibles revenus, est sanctionnée par l'absence de soins de qualité, due à l'insuffisance de moyens aussi bien matériels qu'humains. Les patients sont souvent contraints de s'adresser aux cliniques privées, car ces dernières ne souffrent d'aucune carence d'ordre matériel ou humain, et encore moins de médicaments.

Allons-nous vers un système de soins à deux vitesses, l'un pour les pauvres et l'autre pour les personnes aisées ? Les patients, toutes classes sociales confondues, pensent qu'ils sont déjà dedans.

Il est évident que notre système de santé, tel qu'il est actuellement, connaît ses limites. Il suffit de tendre l'oreille et d'écouter quelques voix parmi les corps médical, paramédical et administratif, qui fait tourner les structures sanitaires de la wilaya de Bordj-Bou-Arréridj, pour mesurer l'ampleur du malaise, voire du désenchantement, qui y règne.

Ils clament partout leur épuisement et leur lassitude de vivre au rythme de plannings non ajustés dans des services sous-équipés en matériel médical, en médicaments et

effectifs. Infirmiers, sages-femmes, aide-soignants, gynécologues, radiologues, cardiologues, ophtalmologues, chirurgiens orthopédistes, etc., sont en nombre insuffisant. Par exemple, le scanner de l'hôpital est à l'arrêt depuis plusieurs semaines faute de médecin radiologue. Les patients sont contraints d'aller dans un centre de radiologie privé ou la prestation (scanner) coûte entre 4 000 DA et 6 000 DA.

Très souvent, les malades n'ont pas l'argent nécessaire et sont alors obligés de faire des emprunts auprès de leur famille ou leurs amis, parfois ils ont recours la vente d'effets personnels pour faire face à cette dépense.

Les droits du malade sont bafoués. La pénurie de médicaments à l'hôpital, de l'ordre de 90%, est telle que les malades sont contraints de faire leurs achats de produits de santé pour recevoir des soins à l'hôpital. L'accueil réservé aux patients est acceptable. Il en est de même pour les conditions de séjour. Mais que peuvent faire les médecins et le personnel paramédical lorsqu'il y a insuffisance de tout. Les malades se sentent dans un état de dépossession physique et en effondrement

moral, avec de véritables moments d'absence, de perte de connaissance et un bouleversement existentiel. Les maux dont souffrent les structures de soins dans la wilaya de Bordj-Bou-Arréridj et dans le reste du pays sont connus.

Des signaux d'alerte ont été lancés, les solutions suggérées sont restées cependant sans écho, ni relais de la part des décideurs.

Les patients, les médecins et les soignants se retrouvent dans la même galère et s'interrogent : existe-t-il une politique de santé publique en Algérie ?

Des conditions de travail déplorables pour un personnel au bord de l'épuisement, des contraintes budgétaires insupportables injustement appliquées, qui accentuent les inégalités entre zones (urbaines et rurales), régions (Sétif, Constantine, Annaba, Bordj-Bou-Arréridj ou M'sila), et tragiquement entre citoyens en proie à la maladie d'un même pays.

Le diagnostic fait par les patients, les médecins et les personnels paramédical et administratif est unanime : l'hôpital public est en crise, voire malade, et la situation n'est pas près de s'améliorer.

Actuellement, des soins de mauvaise qualité sont dispensés aux pauvres, tandis que les riches se font soigner dans les cliniques privées. La réforme du système de santé, axée notamment sur un meilleur

contrôle des dépenses et une meilleure qualité des soins, n'a jamais vu le jour.

Les nouvelles exigences d'économie sur le fonctionnement des hôpitaux, décidées par les politiques, sont actuellement difficilement conciliables avec le rôle social de l'hôpital, alourdi par le refus des pouvoirs publics d'écouter les professionnels de la santé.

C'est la quadrature du cercle imposée par le double langage des décideurs : «l'hôpital doit faire des économies» et «l'hôpital doit prendre en charge les insuffisances sociales et l'ensemble des contraintes sanitaires». Une hypocrisie politique et une pusillanimité imposent depuis des décennies d'impossibles conditions de travail au personnel soignant et une mésaventure à des patients mal soignés dans des structures déshumanisées.

Les pouvoirs publics, essentiellement gestionnaires, qui gèrent le dossier de la santé publique sans réels projets, sans véritables réformes, sans grandes idées, qui réfléchissent, écrivent des articles, discutent de colloque en colloque sur l'hôpital et son avenir, mais n'y mettent jamais les pieds, sont les vrais maîtres de l'institution. Des maîtres fantômes, qui privilégient le discours creux et sans fondement au détriment de l'intelligence du terrain.

Layachi Salah-Eddine

GUELMA

# Le wali tire à boulets rouges sur les élus

**Mercredi dernier, le wali de Guelma, les représentants de la société civile et les élus des deux communes de la daïra de Guelma (Bendjerrah et Guelma).**

Lors de cette rencontre, le bilan du programme de développement et les projets retenus au chapitre des différentes

démarches et politiques institutionnelles et administratives amorcées depuis l'avènement du plan national de relance économique et de mise à niveau ont été débattus.

Hamdi Belgacem, wali de Guelma, n'a pas raté l'occasion pour tirer à boulets rouges sur les élus de la commune de Guelma, à leur tête le maire FLNiste,

Rachid Allaoui, pour sa mauvaise gestion en matière d'hygiène et de propreté de la ville. Plusieurs citoyens, présidents de quartier et représentants de la société civile, ont interpellé le premier magistrat de la wilaya afin de mettre fin à leur calvaire. Des décharges sauvages ont été implantées dans les cités et les quartiers, même en plein centre-ville (placette du 8-Mai-45) sans que les élus locaux, plusieurs fois interpellés, ne lèvent le petit doigt, malgré les risques qu'encourent les habitants.

Des espaces verts devraient être aménagés au lieu et place des décharges, assurent les résidents de la cité Agabi, mais les services d'hygiène de l'APC de Guelma sont restés sourds à leur revendication. «Les espaces verts et les places publiques de la ville du 8 Mai 45 et sa périphérie sont envahis par les ordures», dira le wali de Guelma, alors que nos élus ont du mal à les réorganiser et les restructurer pour en faire des espaces attrayants répondant aux conditions de sécurité et d'hygiène. Ces endroits, des lieux de détente des plus fréquentés, sont complètement délaissés par les élus locaux. Devant le mécontentement du wali, les élus de la commune de Guelma ont préféré le silence. Aucun n'a répondu aux doléances de ses administrés.

B. A.

AÏN-DEFLA

# Grave pénurie d'insuline dans les pharmacies

Ni Actrapid ni NPH (insuline lente), deux médicaments pris en injection sous-cutanée une, deux, voire trois fois par jour, permettant à beaucoup de diabétiques, surtout les enfants et les jeunes, de continuer à mener une vie normale, ont commencé à se faire rare dès le mois de juin dernier. «L'Etat n'importe plus l'insuline... cela coûte très cher au Trésor public», se sont entendu répondre les malades. «Mais c'est Sidal qui va les fabriquer...!» Cette information n'a presque pas été diffusée prenant des milliers de diabétiques de court. Ces produits vitaux ont fait leur apparition dans bon nombre de pharmacies et d'hôpitaux, en plus ils coûtent moins cher, ce qui n'est pas du tout négligeable que ceux importés. Cependant, la disponibilité de ces deux médicaments a été de courte durée, puisque ces derniers jours, ils sont soit introuvables soit distribués avec parcimonie, parfois sous cape pour les «vrais clients». Mieux encore, certaines officines ne les commercialisent même pas et s'il leur arrive de le faire, c'est «sur commande». Pour les «insulinodépendants» leur vie en dépend, ils sont des milliers, et c'est l'angoisse. «Qu'allons-nous devenir ? Veut-on nous laisser mourir ?». Les patients que nous avons pu contacter, sont pour le moins scandalisés

«On n'importe pas d'insuline et de médicaments pour les cancéreux comme cela a été le cas il y a quelques mois, parce que, nous dit-on, ça coûte très cher. Mais combien coûtent les pétards, les jet-skis, les kiwis et les amandes de Californie... et la liste est longue», nous diront certains. Il s'agit là d'un vrai cri de détresse lancé en direction de ceux qui ont en la charge de réguler le marché du médicaments. «Pussions-nous trouver un écho à ce cri...», espèrent-ils et ce dans les meilleurs délais, parce que la situation ne peut pas et ne doit pas durer, car les tenants du marché informel commentent à planifier leurs stratégies morbides.»

Karim O.

SOUK-AHRAS

# Découverte d'un cadavre à Oued El-Kébiret

La Gendarmerie nationale de la commune de Oued El-Kébiret, distante de 45 km du chef-lieu de wilaya, a découvert, mardi dernier, vers 12h30, à quelques encablures de cette localité, le corps sans vie d'un jeune homme âgé de 30 ans ligoté. Apparemment la victime a reçu plusieurs coups à la tête, les traces d'agressions sont visibles à l'œil nu.

Le cadavre a été transporté à la morgue de l'établissement public de santé de proximité dans la daïra de M'daourouch pour autopsie. Selon nos sources, les services de la Gendarmerie nationale ont déclenché une enquête pour déterminer les circonstances et les causes exactes du drame.

Barour Yacine

MASCARA

# Le ministre de la Santé fait un détour par Mohammadia

Avant d'entamer sa visite de travail, programmée pour le jeudi à Oran, M. Saïd Barkat, ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, a effectué le matin de la même journée un bref passage à l'hôpital de la ville de Mohammadia où se trouvaient encore six blessés de l'accident qui a eu lieu ce mardi à proximité d'El Ghomri. Trois d'entre eux devaient quitter l'hôpital dans la même journée, alors que deux autres qui se trouvaient dans le service de traumatologie et un autre qui a avait subi une intervention chirurgicale, y séjournaient encore. Le premier responsable du secteur se rendra à leur chevet comme il s'entretiendra des formalités de transport de la dépouille d'une des victimes avec les membres de sa famille venus de Bordj-Bou-Arréridj. Il s'informera également des conditions de travail et des perspectives de dotation en matériel ou renouvellement de celui-ci, qui seront envisagées.

M. Meddeber